



ITUC CSI IGB



TUAC

DÉCLARATION DU L20 AU SOMMET DES DIRIGEANTS DU G20

21-22 NOVEMBRE 2020

RIYAD, ARABIE SAOUDITE

Une pandémie d'inégalités

« Nous reconnaissons que les pertes d'emplois, la réduction du nombre d'heures de travail, l'interruption des relations de travail et les pertes de revenus risquent de rendre davantage de personnes vulnérables à la pauvreté, à l'informalité et à différentes formes d'exploitation. »

Déclaration de Riyad des ministres du Travail et de l'Emploi du G20, 10 septembre 2020

La pandémie de COVID-19 entraîne le monde dans une profonde récession mondiale dont les conséquences sont dévastatrices. L'OIT estime que les heures de travail perdues équivalent à plus de 495 millions d'emplois, et que les pertes de revenus se chiffrent en milliers de milliards de dollars pour les six derniers mois, sans oublier la menace qui pèse sur les moyens de subsistance des 1,5 milliard de personnes qui travaillent dans l'économie informelle. L'impact de la pandémie sur de nombreux secteurs économiques et régions est manifeste, compte tenu des millions d'entreprises qui ferment de manière définitive et des 300 000 marins, au moins, qui sont bloqués sur leur navire.

Les conséquences socioéconomiques sur les femmes sont particulièrement graves. Les femmes sont surreprésentées dans les emplois faiblement rémunérés et peu stables, ainsi que dans le travail informel. L'avenir n'a jamais été aussi sombre pour les jeunes, dont l'éducation et la formation ont été perturbées, et qui ont peu de chances de trouver un emploi. Des millions de travailleurs/euses migrants, pris au piège dans des activités relevant de l'exploitation et le plus souvent exclus des systèmes de protection sociale et de l'aide gouvernementale, se retrouvent dans le plus grand dénuement.

Après des décennies de suppression du financement des services publics, les services de santé de première ligne luttent pour faire face à la crise. Les services de garde d'enfants et de soins aux personnes âgées sont fortement désorganisés. Les politiques d'austérité et la privatisation des services essentiels ont considérablement affaibli les sociétés et les économies, et la pandémie a brutalement révélé les faiblesses de l'économie mondiale.

Pendant ce temps, la richesse des 25 plus grands milliardaires a augmenté de 255 milliards de dollars entre mi-mars et fin mai. La plupart des « gagnants » opèrent dans les entreprises du secteur des données et du commerce en ligne, qui se trouvent en position de force et accélèrent la numérisation de l'économie mondiale. Leurs modèles commerciaux encouragent l'évasion fiscale et le travail précaire et informel. Leur activité repose sur la surveillance et la collecte de données et utilisent des méthodes perfectionnées pour éviter la responsabilité. Ces entreprises traitent les parlements et les gouvernements avec mépris et, dans de nombreux cas, elles profitent sciemment de la prolifération des propos haineux et de l'extrémisme.

Le changement climatique a atteint un niveau alarmant, l'année 2020 ayant battu de nouveaux records en termes d'incendies de forêts, de fonte de la calotte glaciaire, d'émissions de CO₂ et de pollution de l'air, de la terre et de l'eau. Les gouvernements sont bien loin de la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

À l'échelle mondiale, les dépenses militaires ont augmenté, s'élevant à 1900 milliards de dollars en 2019, ce qui représente la plus forte croissance annuelle des dépenses depuis 2010. Cette affectation des ressources est extrêmement mal choisie à un moment où plusieurs crises mondiales s'entrecroisent au niveau de la santé, du climat, de l'emploi, des inégalités et de la pauvreté, s'ajoutant aux risques d'une numérisation débridée.

Dans le contexte de la pandémie, de nombreux pays en développement ne sont pas en mesure d'accéder à des financements suffisants pour répondre à leurs besoins urgents, soutenir les travailleurs/euses et les entreprises, et financer la relance alors qu'ils sont déjà aux prises avec l'énorme dette qu'ils doivent rembourser au système financier international – quand il ne leur est pas demandé d'appliquer des conditionnalités macroéconomiques qui risquent d'affaiblir les droits des travailleurs, les services publics et les systèmes de protection sociale.

Le contrat social est rompu

Même avant la pandémie, les pays se heurtaient à des niveaux historiques d'inégalité, avec une absurde concentration des richesses d'un côté, et l'informalité, la précarité et la misère de l'autre. Des ressources vitales fuient vers les paradis fiscaux, mais peu de mesures sont prises. Des informations récemment divulguées révèlent l'implication de grandes banques internationales dans des transferts financiers illégitimes s'élevant à 2.000 milliards de dollars, ce qui montre non seulement la cupidité des entreprises mais aussi les lacunes flagrantes de la réglementation. Compte tenu des dizaines de milliers de milliards de dollars présents dans les paradis fiscaux, les ressources ne manquent pas pour assurer la reprise et la résilience. C'est une question de volonté politique.

Le multilatéralisme est dans un état déplorable

Depuis des décennies, les gens voient le multilatéralisme privilégier les règles de la mondialisation, le commerce et les traités d'investissement en faveur des plus riches et des plus puissants. Les citoyens ne font plus confiance aux institutions mondiales, et aux gouvernements non plus, ce qui fragilise la démocratie.

Un nouveau contrat social est nécessaire

Un nouveau contrat social est indispensable pour garantir la reprise et la résilience, avec pour composantes fondamentales un socle de protection du travail, une protection sociale universelle, de nouveaux emplois de qualité et des opportunités d'emploi pour les femmes et les hommes, des services publics de qualité pour tous et toutes, l'égalité et un plan ambitieux pour la transition juste vers une économie zéro carbone. Un nouveau contrat social exige que les travailleurs et les employeurs engagent ensemble le dialogue social avec les gouvernements, dans le respect des droits fondamentaux des travailleurs/euses, afin de construire un avenir où les défauts du passé n'ont pas droit de cité.

Lutter contre la pandémie et assurer une reprise dans la résilience nécessite la mise en œuvre des engagements pris et d'une action nouvelle

« Nous nous efforcerons, individuellement et collectivement, notamment par le biais du dialogue social, d'aider tous les travailleurs confrontés aux pertes d'emplois, à l'interruption des relations de travail, à la réduction du nombre d'heures de travail et aux pertes de revenus, tout en protégeant leur santé et leur sécurité au travail. »

Déclaration de Riyad des ministres du Travail et de l'Emploi du G20, 10 septembre 2020

Nous exhortons les dirigeants du G20 à prendre toutes les mesures nécessaires pour maîtriser et éliminer la pandémie en mettant en place les actions suivantes :

- déclarer la COVID-19 maladie professionnelle, favoriser la réduction des risques propres à chaque secteur et les protocoles de gestion des risques élaborés avec les partenaires sociaux, et assurer l'accès à des équipements de protection individuelle de qualité (EPI) ;
- maintenir la relance économique au niveau nécessaire pour venir en aide aux personnes affectées par les mesures de confinement, conserver les emplois et les revenus ;
- protéger les travailleurs/euses de première ligne grâce à des environnements de travail sûrs, et reconnaître leur précieuse contribution en leur versant des salaires plus élevés ;
- étendre à tous les travailleurs/euses le congé de maladie rémunéré et d'autres droits aux congés.

Le Sommet du G20 devrait fournir de toute urgence des moyens financiers à tous les pays au moyen d'une réforme fiscale progressive et de mesures financières et monétaires, dans le but d'apporter suffisamment de ressources en faveur du développement durable. Il faut pour ce faire :

- créer au plus vite de nouveaux soutiens et moyens financiers pour les pays en développement, parmi lesquels les pays moins avancés, sous la forme de droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI, d'échange réciproque de devises, d'allègement, voire d'annulation, de la dette, avec la participation de créanciers privés ;
- établir un mécanisme mondial de restructuration de la dette ;
- rationaliser l'imposition mondiale en mettant en œuvre des formules unitaires qui assimilent les entreprises multinationales à une entité unique, et en éliminant les paradis fiscaux, l'évasion fiscale, de même que les flux financiers illicites ;
- viser une imposition progressive, une taxe sur les transactions financières, une taxe numérique, et définir un seuil minimum d'impôts sur les sociétés ;

- réglementer le secteur financier afin de contribuer au développement de l'économie réelle, de garantir une juste part de valeur ajoutée pour le travail, et d'augmenter le financement de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris ;
- former un consensus autour d'un traité contraignant pour les entreprises transnationales ;
- veiller au respect des engagements pris au titre de l'Aide publique au développement.

Pour améliorer la sécurité de l'emploi et des revenus des travailleurs/euses et de tous les citoyen(ne)s, le travail décent doit être à la base du nouveau contrat social. Les dirigeants du G20 doivent respecter les engagements qu'ils ont pris en appliquant les mesures suivantes :

- définir un socle de protection du travail qui protège et promeuve les principes et droits fondamentaux au travail de l'OIT, notamment le droit de créer un syndicat et d'adhérer à un syndicat, le droit à la négociation collective, à un salaire minimum vital et à des espaces de travail sûrs et sains ;
- étendre la protection sociale à tous les travailleurs/euses, quelles que soient les modalités d'emploi, dans le respect de la Déclaration du centenaire de l'OIT et des ODD des Nations Unies, en privilégiant la solidarité, sous la forme d'un Fonds mondial pour la protection sociale ;
- élaborer des plans de formalisation ambitieux accompagnés d'une réglementation du marché du travail et d'une protection sociale satisfaisante ;
- ordonner la diligence raisonnable en matière de droits humains et l'accès à des mécanismes de réclamation et de réparation dans toutes les entreprises multinationales et leurs chaînes d'approvisionnement ;
- garantir l'égalité des genres en effaçant les disparités salariales entre hommes et femmes, en renforçant la participation des femmes sur le marché du travail, notamment le rôle des femmes aux postes de direction et dans les prises de décisions, et éliminer toutes les formes de discrimination et de violence en adoptant des politiques et des mesures adaptées ;
- garantir l'inclusion et le travail décent pour les jeunes travailleurs/euses et mettre en œuvre la feuille de route du G20 de 2025 pour la jeunesse ;
- assurer l'égalité de traitement des travailleurs/euses migrants ;
- étendre les services d'orientation professionnelle et les possibilités d'éducation et de formation professionnelle pour tous et toutes, notamment les groupes défavorisés et les travailleurs/euses informels, développer de nouvelles compétences et la connaissance des droits.

Le monde du travail demande au Sommet du G20 de prendre des mesures pour sortir de la crise. Nous exhortons le Sommet des dirigeants du G20 à faire les premiers pas pour relancer l'économie mondiale et atteindre une résilience et une reprise à l'épreuve du climat en cherchant :

- à investir dans les infrastructures, en particulier celles qui sont en capacité de réduire les émissions de gaz à effet de serre, à promouvoir l'économie circulaire et à créer de nouveaux emplois de qualité ;
- à investir dans la transformation des transports et à atteindre les ODD relatifs à l'eau et à l'assainissement, à l'électricité et à la connectivité numérique ;

- à investir dans l'économie des soins afin de créer de nouveaux emplois de qualité, de formaliser les emplois existants, de permettre à davantage de femmes de participer au marché du travail, tout en répondant aux besoins urgents liés à la lutte contre la pandémie ;
- à investir dans les services publics de qualité universellement accessibles, avant tout la santé et l'éducation ;
- à adopter une politique industrielle et à atteindre la transformation industrielle pour un développement durable et une transition juste vers une économie zéro carbone.

L'innovation technologique et la numérisation offrent un potentiel immense pour l'humanité, mais les risques que présentent ces technologies ne sauraient être ignorés. Les dirigeants du G20 ont le pouvoir de faire en sorte que la numérisation et d'autres innovations bénéficient au plus grand nombre plutôt qu'à seulement quelques personnes en prenant les mesures suivantes :

- imposer une utilisation éthique des nouvelles technologies et des données personnelles, et obliger les Big Tech à abandonner le modèle commercial basé sur la surveillance ;
- assurer l'égalité de traitement des travailleurs/euses des plateformes pour garantir les droits des travailleurs/euses, la sécurité sociale et le respect des normes minimales ;
- veiller à ce que les travailleurs/euses et les syndicats participent à la réglementation de la surveillance au travail ;
- donner aux travailleurs/euses la possibilité de suivre des formations sur les nouvelles technologies ;
- assurer aux travailleurs/euses et aux syndicats l'accès aux données sur le lieu de travail et leur permettre de donner leur avis sur l'utilisation de ces données ;
- contrôler que le télétravail est réglementé, et éviter de nouvelles formes d'exploitation des travailleurs/euses et d'informalité ;
- combattre la concentration du pouvoir du marché et les pratiques injustes à l'égard des fournisseurs dans les chaînes d'approvisionnement des géants du commerce en ligne, et réformer la politique de la concurrence ;
- exiger que l'économie numérique paye sa juste part d'impôts.



ITUC CSI IGB



TUAC

DÉCLARATION DU L20 AU SOMMET DES DIRIGEANTS DU G20

21-22 NOVEMBRE 2020

RIYAD, ARABIE SAOUDITE

Le Sommet du G20 arrive à un moment crucial, où nous devons continuer de sauver des vies et, en même temps, préparer le terrain pour la reprise en misant sur les emplois de qualité et la résilience. En votre qualité de dirigeants investis du pouvoir d'ouvrir la voie de la relance, nous vous demandons de mettre à profit ce moment particulier pour investir dans les emplois, protéger les droits, garantir des salaires décents et la protection sociale universelle, et veiller à une transition juste.

Nous vous prions instamment d'établir les bases d'un nouveau contrat social.